



CGT de la Santé et de l'Action Sociale Nord Pas de Calais et Picardie

mail cgtsasnpdcp@gmail.com tel 03 20 88 17 25 ou 06 84 96 00 80



Ref / PC2020-36

Le 9 novembre 2020

NE PLUS CONSIDÉRER LES SALARIÉS COMME DE LA CHAIR À COVID. ON N'A PAS LE DROIT DE TRIER LES PATIENTS. DES MOYENS POUR SOIGNER DIGNEMENT.

La quasi-totalité des professionnels du secteur déclarait à la sortie de l'été : « On n'est pas en capacité à affronter une 2ème vague ». Ceux-ci déjà durement éprouvés par des conditions de travail déplorables hors période Covid et par la 1ère vague, doivent de nouveau depuis des semaines faire face. Epuisés, désabusés, abandonnés, maltraités et parfois méprisés, victimes parfois d'un management toxique, ils doivent bien que testés positif voire symptomatiques aller au front : un véritable scandale car ils sont en contact avec des personnes vulnérables.

Pour une réelle reconnaissance, il faut bien plus qu'une prime fut-elle de 1 500 €, ou qu'un Complément de Traitement Indiciaire ambigu. Cela ne suffira certainement pas à compenser les efforts accomplis pendant et hors période d'épidémie.

Les mêmes efforts ont été fournis par les agents PEC, mais la plupart d'entre eux sont exclus de la Prime COVID, pourtant ils ont pris les mêmes risques.

Certaines directions qui se conduisent comme des « reines mère » ou des « rois de droit divin » doivent renoncer à leur hégémonie. Personne ne doit en rajouter à la détresse des professionnels. Les usagers et leurs familles prennent en compte les difficultés de ceux-ci mais la CGT comprend aussi leur désarroi face aux contraintes imposées par le confinement.

Les EHPAD restent livrés à eux mêmes. Les décideurs à l'ARS tels les généraux en période de guerre se replient dans les états major. Les agents sur le terrain sont considérés comme de la chair à COVID.

La transparence doit être de mise, les usagers la population les agents sont en droit de connaître la situation vécue dans les établissements. Les chiffres de la contamination n'ont pas à être trafiqués.

Le virus est tellement inconnu et la contamination aléatoire qu'aucun EHPAD épargné par le COVID ne doit en tirer une gloire quelconque, aucun EHPAD très touché par le virus ne doit être stigmatisé.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Jugeant la situation catastrophique la FHF (organisation essentiellement composée de directeurs) rejoint la CGT et déclare : « Recruter massivement des personnels soignants dans le médico social est enfin une urgence et une nécessité dans le secteur public. Sur les questions de la formation et de l'attractivité à l'hôpital, comme dans les établissements médico-sociaux, il est temps de passer à la vitesse supérieure et de développer des solutions exceptionnelles d'urgence ... »

La CGT depuis des années n'a jamais cessé de sonner l'alarme. La crise exacerbe la situation préalablement dégradée dans les EHPAD. Cela accentue d'autant plus la fuite des salariés de ce secteur, ils quittent la profession, l'attractivité est quasi nulle, les maigres renforts qui se présentent ne perdurent pas, aucune fidélisation des professionnels.

PLACE À L'HUMAIN :

- Éradiquer la précarité, Titulariser (Cédéliser dans le privé) de tous les contractuels
- 1 Soignant pour 1 résident
- Embaucher massivement des Personnels qualifiés formés
- Augmenter les salaires
- Élargir le versement de la prime grand âge à tous les agents
- Réformer le mode de financement des EHPAD
- Reconnaître et respecter la dignité des résidents et des agents.

Nous avons besoin d'un grand service public de la perte d'autonomie financé à 100% par la Sécurité Sociale et non pas par une 5ème branche de la maladie financée à 90% par la CSG.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contact presse :
Philippe CRÉPEL 06 84 96 00 80
Gervais DEBAENE 06 03 18 17 77